

OTC

Les Azerbaïdjanais ont complètement défiguré une église arménienne de Chouchi occupé

L'église arménienne Saint Hovhannes Mkrtych (Saint-Jean-Baptiste), également connue sous le nom de Kanach Zham/Église verte, à Shushi, a été complètement détruite et dénaturé par les Azerbaïdjanais.

Le Service d'État pour la protection de l'environnement historique de l'Artsakh a tiré la sonnette d'alarme sur Facebook lundi.

Selon ce service, le bâtiment de l'église arménienne est en train d'être transformé en église orthodoxe au nom de la rénovation.

Parmi les monuments de Chouchi, l'église Saint-Jean-Baptiste, située dans le district supérieur, présente un intérêt particulier. Elle est appelée « église verte » parce que le dôme de l'église était autrefois vert.

Au-dessus de l'entrée du clocher de l'église, il y a une inscription sur l'année de construction qui dit : « Babayan Stepanos Hovhannes. En mémoire de son frère décédé Mkrtych, 1847. »

« Récemment, un utilisateur des médias sociaux, Elnur Allahverdiev, s'est remis au travail ingrat de russification de l'église verte. Il convient de noter que la ruée vers la russification de l'église n'est pas un phénomène nouveau pour l'Azerbaïdjan. À une certaine époque, Fuad Akhundov considérait, de manière injustifiée, que l'Église était russe orthodoxe. Au milieu des années 1960, il a été décidé à Bakou de réaménager la partie arménienne de la ville afin d'élargir l' »espace vital« des colons azerbaïdjanais et, évidemment, de faire disparaître les traces arméniennes de Chouchi. À cette époque, trois églises arméniennes

survivantes et une église russe ont été détruites, ainsi que plusieurs cimetières arméniens dotés de magnifiques khatchkars et monuments. L'église verte, que Fuad Akhundov considère sans raison comme »orthodoxe russe« , s'est transformée en galerie », précise le service.

Avec ARTSAKHPRESS :

2.Nouvelles d'Arménie Magazine

5 juillet 2022

L'Arménie et l'Inde renforcent leur coopération, notamment militaire

L'Arménie et l'Inde, dont les relations n'ont cessé de se développer ces dernières années, ont affiché leur proximité en annonçant étudier les modalités d'une coopération militaire au « long terme » dans le cadre de leurs efforts déjà bien engagés en vue d'approfondir leurs relations bilatérales. C'est en tout cas ce qu'a fait savoir lundi 4 juillet Sanjay Verma, un secrétaire du ministère indien des affaires étrangères, qui se trouvait en visite de travail en Arménie pour coprcident de ésider, avec le ministre arménien des affaires étrangères Ararat Mirzoyan, une réunion de la commission intergouvernementale arméno-indienne en charge du rapprochement entre les deux pays unis par des intérêts géopolitiques communs. "Pour ce qui concerne la défense, nous avons commencé à nous pencher sur une coopération concrète", a indiqué Verma en début de réunion, en ajoutant : "Nous envisageons une relation sur le long-terme dans ce domaine". Dans ses déclarations liminaires, Mirzoyan a de la même manière mentionné "la coopération dans le domaine de la défense et militaro-technique" au titre des sujets "très prometteurs pour nos pays". "Les discussions en cours dans ce sens donneront lieu à des accords pratiques et à de nouvelles opportunités pour les gouvernements et les milieux d'affaires" des deux pays concernés, s'est félicité le ministre arménien. Il n'a pas été toutefois précisé si la commission avait inscrit à l'ordre du jour de ses discussions des questions relatives à la défense ni contracté quelque accord à leur sujet. Mirzoyan et Verma se sont rencontrés en tête à tête

avant la réunion. Selon le ministère arménien des affaires étrangères, Mirzoyan a une nouvelle fois salué la position du gouvernement indien sur le conflit du Haut-Karabagh et “réaffirmé le soutien de l’Arménie à l’Inde” dans le lancinant conflit au Cachemire qui l’oppose au Pakistan, pays qui s’est pour sa part rangé sans ambiguïté aux côtés de l’Azerbaïdjan. Le Pakistan refuse d’ailleurs non seulement d’établir des relations diplomatiques avec l’Arménie, mais ne l’a toujours pas reconnue depuis son accession à l’indépendance en 1991. Islamabad avait pris ouvertement parti pour Bakou dans la guerre de l’automne 2020 opposant les Arméniens aux Azerbaïdjanais dans le Karabagh, mais persiste à nier que des soldats pakistanais aient participé à cette guerre de six semaines dans les rangs de l’armée azérie. De son côté, l’Inde a soutenu les efforts internationaux en vue de parvenir à un règlement du conflit du Karabagh sous l’égide de la coprésidence russe, américaine et française du Groupe de Minsk de l’OSCE et a ouvertement pris le parti de l’Arménie dans le grave incident de frontière qui a opposé les Arméniens et les Azerbaïdjanais en mai 2021. Dans une déclaration officielle publiée alors, le ministère indien des affaires étrangères avait appelé Bakou à “retirer ses forces immédiatement et à mettre un terme aux provocations”. Mirzoyan avait rencontré son homologue indien Subrahmanyam Jaishankar en avril dernier en marge d’une conférence internationale qui se tenait en Inde. Il s’agissait de la troisième rencontre des deux ministres en huit mois. Jaishankar avait effectué une visite en Arménie en octobre 2021. A cette occasion, il avait convenu avec Mirzoyan d’une “feuille de route pour une future coopération et des visites à différents niveaux” entre les responsables des deux pays. Le chef de la diplomatie indienne avait aussi appelé à resserrer les liens économiques entre les deux nations. Selon les chiffres du gouvernement arménien, le volume du commerce bilatéral a augmenté de plus de 40%, mais il ne s’élevait l’an dernier qu’à 181 millions de dollars seulement. “De tels chiffres ne reflètent pas le réel potentiel de notre commerce bilatéral et de notre coopération économique, et nous prévoyons une hausse notable du volume des échanges commerciaux dans les années à venir”, a annoncé lundi Mirzoyan. De son côté, Verma a indiqué que New Delhi encourageait les chefs d’entreprises indiens à “chercher à investir en Arménie car les possibilités et le potentiel sont immenses”.

3.Le courrier d’Erevan

1 juillet 2022

Le dram plus fort que jamais face au dollar

Le taux de change du dram arménien s'envole vers des sommets jamais atteints depuis près de 10 ans. Ne dépassant pas les 500-520 drams pour un dollar début de mars, dans les premières semaines du conflit en Ukraine, son cours évolue aujourd'hui aux alentours de 405 drams contre un dollar et contre un euro. Alors que le dram s'apprécie toujours davantage par rapport au dollar, entreprises et particuliers paient le prix fort.

Par Aram Gareginyan

IT, producteurs et exportateurs dans le même bateau

Cette chute du dollar pénalise grandement les exportateurs de produits arméniens, au premier rang desquels les fabricants de logiciels, secteur porteur de l'économie arménienne. La majorité de ces entreprises, souvent sous-traitantes de sociétés étrangères, perçoivent la majorité de leurs revenus en dollars mais doivent s'acquitter en dram de leurs charges et fiscales et salariales, nettement plus élevées que celles d'autres secteurs. Quel intérêt dans ces conditions pour leur société mère, de supporter en Arménie des frais de sous-traitance qui deviennent plus élevés que ce qu'ils pourraient être dans d'autres pays d'Europe orientale par exemple ?

Les exportateurs dits de produits classiques ne sont guère mieux lotis. Si leurs charges de fonctionnement sont proportionnellement plus réduites, leurs coûts de production, réglés en drams, réclament de plus en plus d'équivalent dollar. Le prix des biens et produits arméniens à l'export (conserves de fruits et légumes, vins et brandy, etc) augmente et devient moins compétitif.

Si un dram fort pénalise les exportations, à contrario, il devrait normalement favoriser les importations. Ces dernières sont malheureusement payées en dollars et l'Arménie importe la majeure partie de son blé ou de ses céréales fourragères, pour l'élevage bovin et volailler, la totalité de son sucre et de l'huile de tournesol,

sa viande de poulet, aux deux tiers, et pour plus de la moitié de son beurre. Par ailleurs, beaucoup de ces biens sont nécessaires à la production des produits arméniens exportables. Il faut du sucre pour produire de la confiture et le gaz fait tourner les usines... Les équipements industriels, de même sont importés en dollars.

Pourquoi le dram est-il si fort ?

Producteurs et exportateurs affrontent donc de très grandes difficultés, une partie d'entre eux ont même dû stopper temporairement leurs exportations. Afin de ne pas perdre certains marchés stratégiques, des entreprises pourraient donc être amenées à solliciter le soutien de l'État. Plusieurs corporations dont celle des sociétés de construction, l'Union des entreprises des hautes technologies, le club des hommes d'affaires "Mantashov" et la communauté professionnel Export Armenia ont adressé en ce sens une lettre ouverte aux ministres de l'Économie et des finances et au président de la Banque centrale. Le 28 juin, ils étaient reçus par les deux ministres, Tigran Khachatryan et Vahan Kérobyan, qui décideront des modalités de soutien aux exportateurs.

Le taux élevé du dram serait dû à l'afflux de devises généré par l'arrivée de dizaines de milliers de citoyens russe en Arménie. Selon la banque centrale arménienne, pour la seule période du 24 février à la fin mars, environ 27 000 étrangers, russes pour la plupart, ont ouvert des comptes bancaires arméniens. Naturellement, ils cherchent à changer leurs roubles, mais les banques ne souhaitent pas constituer de réserve dans cette devise ("maintenir les positions ouvertes" dans le jargon boursier), et rachètent du dollar.

L'inflation au profit de la dette

Dans cette situation, la Banque Centrale pourrait baisser artificiellement le taux du dram en rachetant les dollars en circulation sur le marché et en réinjectant du dram, compensant ainsi sa forte demande. L'inflation deviendrait alors inévitable car dans ce cas, la masse de dram en circulation sans offre supplémentaire de biens de consommation conduirait mécaniquement à l'augmentation des tarifs. Martin Galstyan, directeur de la banque centrale arménienne s'y refuse : « *En affaiblissant artificiellement le dram, nous créerions une situation inflationniste encore pire qui toucherait tous les citoyens, y compris les exportateurs* », a-t-il déclaré devant l'assemblée nationale le 15 juin, convoquée à commenter devant

les députés l'audit de la Chambre des comptes.

L'inflation en Arménie atteint déjà, comme partout dans le monde, un niveau très élevé, dû à la hausse constante du prix des denrées alimentaires et des frais logistiques. Toujours selon la banque centrale, elle atteindrait 9% sur les douze derniers mois et près de 15 % sur le prix des denrées alimentaires et des boissons non alcoolisées. Les revenus des citoyens quant à eux, sont loin d'augmenter dans les mêmes proportions, si tant est qu'ils augmentent.

Le dram fort facilite malgré tout le remboursement de la dette publique du pays, dont les deux tiers s'effectuent en devises étrangères (principalement en dollars et en euros). Et c'est également une excellente raison supplémentaire, si ce n'est principale, de la non intervention de la Banque centrale. Elle appelle cela la politique du "dram flottant". Pour 2022, les paiements prévus atteignaient 214 milliards de drams. Au taux de change de la fin 2021 (470-480 AMD/1 USD) ils représentaient environ 445 millions de dollars. Au taux de change actuel, l'économie réalisée avoisine les 10-15%.

L'Arménie règle sa dette, coût double pour ses citoyens.

4.Le courrier d'Erevan

28 juin 2022

[L'une des plus grandes sociétés informatiques d'Europe s'apprête à ouvrir un bureau en Arménie \(courrier.am\)](#)

L'une des plus grandes sociétés informatiques d'Europe s'apprête à ouvrir un bureau en Arménie

Le groupe Asseco, qui fait partie de l'un des plus grands holdings informatiques d'Europe, le Centre de financement des entreprises UE-Asie, ouvre un bureau en Arménie.

Le portail des télécommunications ARCA rapporte qu'Asseco est sur le point de procéder à des changements importants dans le secteur financier arménien et de réaliser des investissements majeurs. Selon le rapport, la société est active depuis longtemps sur le marché arménien, mais la décision d'ouvrir un bureau a été prise tout récemment.

Les activités du groupe Asseco en Arménie comprennent la modernisation et la numérisation des banques et autres institutions financières, la télémédecine et la production de robots industriels en vue de les vendre sur le marché européen.

Le groupe Asseco est composé de plus de 60 entreprises situées dans différents pays. La société est engagée dans l'automatisation et le développement de solutions informatiques dans le monde entier dans les domaines des télécommunications, de la médecine, de l'énergie, de l'industrie, etc.

Le groupe Asseco met en œuvre des projets de systèmes et d'infrastructures en Europe et dans la CEI. Parmi ses clients figurent des banques nationales, des ministères et d'autres institutions en Géorgie, au Kazakhstan, en Grèce, en Serbie, en Pologne, en Autriche, en République tchèque, en Israël et dans d'autres pays.

5.Le courrier d'Erevan

4 juillet 2022

[Ouverture des frontières terrestres arméno-turques aux ressortissants des pays tiers \(courrier.am\)](#)

Ouverture des frontières terrestres arméno-turques aux ressortissants des pays tiers

La Turquie et l'Arménie sont convenues vendredi 1^{er} juillet de rouvrir au plus tôt leurs frontières terrestres aux ressortissants de pays tiers et

d'établir des vols cargos directs entre les deux pays.

Depuis le rétablissement officiel des contacts diplomatiques en décembre 2021, et l'annonce le 14 janvier de pourparlers visant à rétablir les liens « *sans conditions préalable* », les envoyés spéciaux d'Ankara et d'Erevan se sont réunis à Moscou une première fois, puis à Vienne à deux reprises. Le 12 mars à Antalya marquait la première rencontre des ministres des Affaires étrangères depuis 2009 tandis que le 2 février, la liaison aérienne Erevan-Istanbul reprenait ses vols commerciaux.

Ruben Rubinyan, vice-président de l'Assemblée nationale d'Arménie et Serdar Kilic, ancien ambassadeur turc auprès des Etats-Unis menaient leurs délégations respectives. Ils ont décidé d'engager « *dans les délais les plus courts* » tous les processus nécessaires autorisant le franchissement de leurs frontières terrestres aux ressortissants étrangers souhaitant visiter les deux pays et d'assurer le fret aérien direct des marchandises entre l'Arménie et la Turquie.

Le communiqué du ministère des Affaires étrangères ajoute également que les responsables turcs et arméniens ont également « *discuté d'autres mesures concrètes possibles qui peuvent être prises pour atteindre l'objectif ultime d'une normalisation complète entre leurs pays respectifs* ».

6.Le courrier d'Erevan

5 juillet 2022

[Le nouvel ambassadeur d'Israël a visité le mémorial du génocide arménien \(courrier.am\)](http://courrier.am)

Le nouvel ambassadeur d'Israël a visité le mémorial du génocide

arménien

Le 30 juin, le nouvel ambassadeur d'Israël en Arménie Joel Lion (résidence à Jérusalem) a visité le Mémorial du génocide arménien à Erévan accompagné du consul honoraire d'Israël en Arménie Ashot Shakhmuradyan.

Un responsable du Musée-Institut du génocide arménien a déclaré que les invités ont été accueillis et initiés à l'histoire du Mémorial du génocide arménien par Edita Gzoyan, directrice adjointe des affaires scientifiques du Musée-Institut du génocide arménien.

Ella a également présenté l'histoire de trois khachkars placés près de l'esplanade du mémorial du génocide arménien de Tsitsernakaberd, khachkars qui sont dédiés à la mémoire des Arméniens morts lors du nettoyage ethnique de la population arménienne en Azerbaïdjan à la fin du siècle dernier.

Les membres de la délégation ont déposé des fleurs devant le feu éternel, observé une minute de silence à la mémoire des 1,5 million de victimes innocentes du génocide arménien réalisé par le gouvernement turc dans l'Empire ottoman entre 1915 et 1923.

A la fin de la visite, S.E. Joel Lion l'Ambassadeur d'Israël en Arménie a fait une note dans le Livre d'Or du Musée-institut du génocide.

7.Le courrier d'Erevan

30 juin 2022

[Ouverture d'une ambassade canadienne en Arménie \(courrier.am\)](http://courrier.am)

Ouverture d'une ambassade canadienne en Arménie

L'Arménie accueillera la première ambassade du Canada dans le Caucase du Sud.

« *Le Canada établira une ambassade complète avec un ambassadeur résident en Arménie, ce qui permettra de renforcer les liens bilatéraux et d'accroître le soutien du Canada à la démocratie arménienne* ». Mélanie Joly, ministre canadienne des Affaires étrangères en visite hier à Madrid publiait ce communiqué de presse.

La décision canadienne fait suite à la mission et au rapport de Stéphane Dion, ambassadeur en Allemagne et envoyé spécial du Canada auprès de l'Union européenne et de l'Europe sur les moyens d'accroître le soutien du Canada à la démocratie arménienne. Intitulé "Appui à la démocratie arménienne", le document contient des dispositions importantes en termes de nouvelles opportunités pour le développement des relations arméno-canadiennes.

Le 28 juin, son homologue arménien Ararat Mirzoyan saluait la coopération efficace entre les deux pays et l'engagement réciproque à approfondir davantage leurs relations. « *L'ouverture de cette ambassade marque une nouvelle étape des relations arméno-canadiennes qui se développent progressivement et qui renforceront encore notre coopération bilatérale fondée sur des valeurs communes* » précisait le chef de la diplomatie arménienne au cours d'une conversation téléphonique avec son homologue canadienne.

Les deux parties ont souligné la cohérence de l'échange d'expériences avec la partie canadienne et la mise en œuvre de programmes conjoints dans le cadre du processus de réformes démocratiques mené par le gouvernement arménien, notamment dans la numérisation des services publics, la promotion des capacités de l'administration publique et société civile, ainsi que le renforcement de l'État de droit. Le ministre arménien des Affaires étrangères a également informé son interlocutrice de la situation et des développements actuels et des défis actuels en matière de sécurité dans le Caucase du Sud. Les parties ont évoqué la normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, le processus de règlement pacifique du conflit du Haut-Karabakh. Dans ce contexte, les ministres ont souligné le rôle de la coprésidence du Groupe de Minsk de l'OSCE.

8.Le Figaro

4 juillet 2022

Par Delphine Minoui

LA TURQUIE NE VEUT PLUS PASSER POUR UNE DINDE

RÉCIT - Pour ne plus qu'il soit l'homonyme anglais du volatile, jugé péjoratif, Erdogan change le nom du pays à l'étranger.

C'est désormais acté: la Turquie reprend à l'étranger son nom turc, «Türkiye». Exit, le trop connoté «Turkey» en anglais, pouvant être traduit par «dinde» ou «bon à rien». La demande de changement d'orthographe, formulée en janvier par Recep Tayyip Erdogan, a été approuvée le 2 juin à l'ONU. Cette coquetterie de langage est l'écho flagrant d'une volonté du chef d'État turc de peser sur la scène internationale. « La question n'est pas linguistique, mais politique. Il s'agit pour la Turquie d'imposer sa façon de se définir et de se nommer », analyse Bayram Balci, directeur de l'Institut français d'études anatoliennes (Ifea).

L'intéressé s'en cache à peine. Ce mot « représente et exprime au mieux la culture, la civilisation et les valeurs de la nation turque », s'était expliqué le président turc dans un communiqué, pour justifier son souhait de « porter ce nom à l'international ». Une ambition relayée sur Twitter par le chef de la diplomatie turque, Mevlüt Çavusoglu: lorsqu'il publia, début juin, sa photo en train de signer officiellement la requête, ce dernier ne manqua pas de rappeler la volonté du reis turc d'« augmenter la valeur de la marque de notre pays ». Les semaines précédentes, les autorités turques avaient déjà mis le paquet en lançant une vaste campagne de communication baptisée «Hello Türkiye».

Ce «lifting» linguistique suit un calendrier opportun. Alors qu'Erdogan s'agite sur tous les fronts (intervention militaire imminente en Syrie, tentative de médiation dans la guerre en l'Ukraine, regain de tension avec la Grèce), le changement

coïncide avec les préparatifs du centenaire de la République turque, qui sera célébré en juin 2023. À un an du futur scrutin présidentiel, c'est également l'occasion idéale de booster le sentiment national turc alors que le pays traverse une crise économique sans précédent depuis l'arrivée au pouvoir, il y a vingt ans, de l'AKP, le parti islamo-conservateur d'Erdogan. « La livre turque est en chute libre. La population peine à joindre les deux bouts (...) Pour la première fois en quinze ans, l'AKP est passé en dessous des 30 % dans les sondages d'opinion », rappelait récemment le quotidien d'opposition Cumhuriyet . D'où le besoin, vital pour sa survie politique, de renforcer sa coalition avec les ultranationalistes du parti MHP et d'élargir son électorat, à l'heure où sa base traditionnelle commence à s'effriter.

Discours nationaliste

« Depuis que le parti d'Erdogan a formé une coalition avec le MHP, il affiche une posture plus nationaliste qui s'exprime dans tous les domaines, y compris l'industrie et l'armement. Cette rectification de nom à l'international s'inscrit dans cette même tendance », relève le linguiste Sonel Bosnali, professeur de turc à l'université Nazarbaïev, au Kazakhstan. Les autorités turques sont d'ailleurs déjà à pied d'œuvre pour remplacer la mention «made in Turkey» par «made in Türkiye» sur les produits d'exportation. Le nouveau nom apparaît également sur le site du ministère des Affaires étrangères, y compris sur sa version française. Quant à la compagnie aérienne Turkish Airlines, pilier du «soft power» turc, Erdogan vient d'annoncer vouloir la rebaptiser avec son nom turc, Türkiye Hava Yollari.

À force de jouer avec les mots, le reis risque pourtant d'en perdre son turc. « Le paradoxe, c'est que d'un point de vue étymologique, le mot Türkiye n'est pas turc! », souligne Sonel Bosnali, en rappelant que le suffixe «iye» vient de l'arabe. « C'est à l'issue du démantèlement de l'Empire ottoman, en 1923, que le mot Türkiye, autrefois utilisé pour désigner l'ère géographique où se trouve la Turquie actuelle, devint l'appellation officielle du pays », poursuit-il, en rappelant qu'à l'époque, le vocabulaire était imprégné d'arabe et de persan. Au fil de son histoire, la langue turque n'a d'ailleurs jamais cessé de s'enrichir de mots étrangers. « Aujourd'hui, ajoute-t-il, le turc est pétri de mots d'origine française, grecque, arménienne, caucasienne ou encore russe, sans que personne ne s'en émeuve .»

Preuve que l'actuel branle-bas de combat autour d'un seul mot sert les intérêts du discours nationaliste plus qu'il ne le justifie. « C'est une initiative d'amour-propre qui risque de créer quelques complications plus qu'une clarification », prédit pour sa part Michel Bozdémir, professeur émérite de langue et civilisation turques à l'Inalco, en imaginant outre une paperasserie inutile, « des quiproquos pas toujours réjouissants ». « Sur le plan phonétique, note-t-il, tous les pays ont-ils l'usage du tréma sur le "u"? Si l'on ne respecte pas l'orthographe turque, on risque d'avoir la déformation disgracieuse en turc de Türkiye »... qui se rapproche ironiquement de «Turkey». Pour l'heure, les capitales occidentales préfèrent ignorer ce changement. « Pas question que les Européens se plient aux exigences turques », souffle un diplomate européen, en rappelant que cette démarche s'applique envers d'autres pays telle que la Biélorussie, désireuse de se faire appeler Belarus depuis la chute de l'URSS en 1991, mais dont l'ancien nom reste d'usage.

Paradoxe encore plus cocasse selon les étymologistes: le mot anglais «Turkey», désignant le fameux volatile, vient de Turquie et non l'inverse. « Une histoire rocambolesque! », ironise Michel Bozdémir, en racontant le malentendu d'origine: « La patrie de la dinde est l'Amérique précolombienne, mais les conquistadors espagnols appelèrent la bestiole "poule d'Inde", parce qu'ils pensaient découvrir les Indes qu'ils cherchaient en traversant l'Atlantique... Alors que les Américains et les Anglais l'appellent «poule de Turquie», la confondant avec la pintade venue de Turquie en Europe! » De quoi inspirer de nombreux internautes qui accusent le président turc de cacophonie inutile. Sur internet, des petits malins se sont déjà amusés à lancer une pétition réclamant que la volaille à la crête protubérante (appelée «hindi» en turc) se fasse, elle aussi, rebaptiser «Türkiye».

9.Le Figaro

4 juillet 2022

Opinions par Patrice Franceschi

PAR LÂCHETÉ, NOUS VENONS DE FAVORISER L'EXPANSIONNISME DE LA TURQUIE.

En contrepartie de la levée de son veto à l'entrée de la Suède et de la Finlande dans l'Otan, la Turquie a contraint ces deux pays à considérer comme terroristes nos alliés kurdes, écrit l'écrivain*, qui y voit une mauvaise nouvelle pour nos intérêts sécuritaires.

Le 28 juin à Madrid, la Suède et la Finlande se sont résignées à signer un accord léonin avec la Turquie afin que cette dernière les « autorise » à entrer dans l'Otan - pour dire les choses crûment et sans langue de bois diplomatique. Car la question de cet accord n'aurait jamais dû se poser. La Turquie était seule contre tous les autres pays de l'Alliance pour s'opposer à son élargissement. Mais personne ne l'a affrontée. Certains ont peut-être même favorisé la manoeuvre d'Erdogan. Ce dernier est ainsi parvenu à ses fins par l'un de ces chantages dont il est coutumier et qu'il avait d'emblée imposé à tous : en contrepartie de la levée de son veto, contraindre deux démocraties exemplaires à considérer comme terroristes nos alliés kurdes qu'elles protégeaient jusqu'alors dans leur combat contre le vrai terrorisme islamique. En la matière, on n'avait jamais vu pareil alignement sur la Turquie.

C'est une très mauvaise nouvelle pour nos intérêts sécuritaires. Par lâcheté, nous venons de consentir à l'objectif principal du despote d'Ankara : affaiblir les Kurdes qui partout entravent ses projets impérialistes et son soutien aux islamistes, de la Syrie à l'Irak et jusqu'en Europe - chose que désormais nous voulons ignorer, semble-t-il. Tout comme le fait qu'Erdogan vient d'engager, grâce à cet accord, une subtile contamination des autres démocraties sur cette question.

L'impression générale laissée par cette affaire est que les digues ne cessent de s'effondrer devant la « ruée vers la puissance » de toutes les dictatures. Sauf une. Sous prétexte de freiner l'expansionnisme russe que Suédois et Finlandais paraissent craindre avant tout, nous venons de favoriser celui de la Turquie qui n'est pas moins à redouter sur le temps long. Nous aurions pu gagner sur les deux

tableaux – mais il fallait du courage. Et une volonté : contraindre les Turcs à venir sur nos positions et non l'inverse. Nul n'a cherché le moindre moyen de rétorsion à leur rencontre.

La couverture médiatique de cet événement a été tout aussi consternante. À quelques exceptions près, nos journaux y ont vu une manière de victoire sur Erdogan : en dépit de son veto initial, nous avons fini par le faire céder contre de menues « concessions ». Aveuglement de la paresse intellectuelle, soulagement de la couardise, érosion de la volonté de vivre libre.

Rien que les premières phrases de l'accord sont comme un vertige existentiel : la Turquie, la Finlande et la Suède y reconnaissent défendre des valeurs communes au sein de l'Alliance... Cette falsification du réel est à elle seule une capitulation. En quelques lignes la nature intrinsèque du régime d'Erdogan est effacée : État de droit piétiné, répression des minorités, arrestations arbitraires, prisonniers politiques par milliers, menaces constantes sur les Grecs, invasion du nord de la Syrie en violation de toutes les lois internationales, nettoyage ethnique des régions kurdes, exactions de toutes natures sur ces territoires – la liste n'est pas exhaustive.

Le reste de l'accord, par un incroyable basculement des valeurs – emblématique sans doute de notre époque de désarroi – fait passer le terrorisme d'État turc pour victime et les victimes qui lui tiennent tête pour des terroristes. Mais, après tout, rien de neuf sous le soleil. Les nazis ne qualifiaient-ils pas ainsi les résistants Français ? En tout cas, voici la Suède et la Finlande pieds et poings liés devant Erdogan. Ce dernier, brandissant son traité, n'a guère attendu pour exiger d'elles l'extradition de plusieurs dizaines d'opposants. Les deux pays doivent remplir leur « devoir ». Sans quoi il ne transmettra pas le traité au Parlement turc pour ratification et l'on reviendra à la case départ. Suédois et Finlandais payeront-ils le prix de la bassesse ou se reprendront-ils dans un ultime sursaut de dignité ? Il y a là une dernière chance de salut.

En attendant, les Kurdes, abandonnés par nous pour la quatrième fois en sept ans, se préparent au combat avec amertume puisque nous venons d'adouber Erdogan d'une nouvelle légitimité pour envahir leur territoire. Et cela, contre nos propres intérêts. Car si nos alliés perdent, plus personne ne sera là pour endiguer la remontée en puissance des djihadistes qui, plus que jamais, nous menacent d'attentats terroristes.

Cet accord restera pour ceux qui voudront bien l'examiner dans la profondeur du temps politique, comme l'une des démissions les plus stupides, inutiles et honteuses des démocraties occidentales face aux totalitarismes qui ne cessent de gagner en force autour d'elles, de la Turquie à la Chine. Pour les historiens du futur capables de lucidité et de discernement - ces qualités qui semblent s'être évaporées aujourd'hui - il apparaîtra pour ce qu'il est : un petit Munich parmi beaucoup d'autres dans une époque bien sombre où une peur généralisée semble avoir gagné pour longtemps les peuples d'Europe et leurs dirigeants. Avec une question, toujours la même : savons-nous encore distinguer nos amis de nos ennemis ?

*Il est notamment l'auteur de « S'il n'en reste qu'une » (Grasset, 2021), un roman dans lequel il évoque le combat des Kurdes.

10.Nouvelles d'Arménie Magazine

5 juillet 2022

« Nous avons environ 1,5 ans pour trouver des solutions pour la route et les habitants de Berdzor et d'Aghavno » affirme le Secrétaire du Conseil de Sécurité d'Arménie

Les questions liées à Berdzor et Aghavno sont discutées avec les collègues de l'Artsakh depuis le 9 novembre 2020, a déclaré le secrétaire du Conseil de Sécurité d'Arménie, Armen Grigoryan aux journalistes après la réunion du Cabinet aujourd'hui à Erévan.

Il a affirmé que les autorités de l'Artsakh travaillaient sur cette partie.

« Nous avons encore le temps de trouver des solutions tant pour la route que pour

les riverains. Nous avons environ 1,5 ans. Nous travaillerons avec le gouvernement de l'Artsakh et trouverons des solutions » a-t-il déclaré.

Parlant de l'agenda de la paix, Armen Grigoryan a déclaré que tout ne se passera pas facilement.

« Nous connaissons les difficultés, mais nous comprenons également que l'agenda de la paix est l'option possible pour assurer la sécurité à long terme dans notre région. Nous continuerons à travailler dans cette direction, mais nous comprenons également que cela ne dépend pas uniquement de l'Arménie » a-t-il déclaré. Source Armenpress.

Krikor Amirzayan

11.Nouvelles d'Arménie Magazine

3 juillet 2022

[Que faut-il faire pour le Haut-Karabagh ? - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](http://armenews.com)

Que faut-il faire pour le Haut-Karabagh ?

Depuis la défaite de l'automne 2020, le Haut-Karabagh est en détresse. Celle-ci est alimentée notamment par la fébrilité de la situation sécuritaire, marquée épisodiquement par les agressions azéries de toutes sortes (coupure de gaz en plein hiver, tirs de sniper, pression psychologique ...), par l'incertitude quant à l'avenir du territoire (doute sur la pérennité de la présence des troupes russes de maintien du cessez-le-feu et même sur leur efficacité, absence de statut définitif ...), mais aussi, par la précarité de la situation sociale et économique.

En dépit de cette situation, une bonne partie de la population artsakhiote est revenue dans le pays, à l'exception des zones occupées par l'armée azérie (Shushi et Hadrout, outre les régions de Kelbajar, Lachin et la plaine nord de l'Araxe). Quelques dizaines de milliers restent cependant en Arménie (on évoque le chiffre de 20 à 25.000 personnes) ou ont émigré à l'étranger, notamment en Russie. De la sorte, le Haut-Karabagh n'a pas recouvré sa population d'avant la guerre de

2020. Comble du malheur, les dissensions internes en Arménie trouvent leur prolongement au Haut-Karabagh, rendant plus fragile encore la foi de la population en sa capacité de faire face aux difficultés.

Approche russe de la question du Haut-Karabagh

La Russie, à travers son cynique plan dit Lavrov (retour aux autorités de Bakou des districts entourant le Haut-Karabagh -ancienne région autonome ...), a pu prendre pied dans le réduit artsakhiote (3000 km² environ). Elle est déjà confortablement installée dans une autre partie de la sous-région, en Arménie (base militaire de Gyumri, ...). Cette nouvelle présence militaire a été possible suite à la déclaration du 9 novembre 2020, et au prix du partage entre Russes et Turco-Azéris du Haut-Karabagh. Celui-ci reste, pour Vladimir Poutine, partie intégrante de la République d'Azerbaïdjan. Il l'a déclaré publiquement.

Pour Moscou, l'étape suivante consisterait donc à évincer les Occidentaux de la sous-région, afin de consolider sa position dominante dans cette partie du Sud-Caucase. D'où l'idée de régenter cette dernière avec la complicité d'Ankara, dans un format dit de 3+3 (Russie-Turquie-Iran/Arménie-Azerbaïdjan-Géorgie). Cette configuration a pris toute son importance aux yeux du Kremlin au lendemain du déclenchement de la guerre en Ukraine, le 24 février dernier, qui a entraîné une réaction vigoureuse des Etats-Unis et des pays de l'UE, à des degrés divers.

Acceptant le maintien de jure du groupe de Minsk dans le traitement de la question du Haut-Karabagh, dans une optique de faire éventuellement pression sur Bakou, la Russie a assigné à ce groupe le traitement des affaires humanitaires (prisonniers de guerre, ...), reportant sine die la question relative au statut définitif du territoire. Une certaine « compréhension » de l'Occident, au début, avait conforté Moscou dans cette attitude. Cependant récemment, Moscou a annoncé « la mort » du groupe de Minsk (déclaration à Bakou de Sergey Lavrov, le 26 juin, « le groupe de Minsk n'existe plus », ce qui devrait enchainer Ilham Aliev).

Enretemps, Moscou, qui ne souhaite pas qu'un règlement définitif puisse prévaloir dans la sous-région, a fortement consolidé sa (re)prise sur le Haut-Karabagh avec l'aide de ses thuriféraires locaux qui ne cessent de vanter la bienveillance de Moscou à l'égard des Arméniens.

Approches américaine et européenne à l'égard de la question du Haut-Karabagh

Pendant longtemps, le Sud-Caucase n'apparaissait pas stratégiquement prioritaire pour les Etats-Unis d'après Julien Zarifian (Les Etats-Unis au sud Caucase poste soviétique, L'Harmattan, 2012). Mais l'évolution des rapports de forces les a conduits à s'y intéresser de plus en plus. L'affaiblissement de

l'influence de la Russie pour qu'elle ne s'oppose pas aux intérêts globaux de l'Occident semble être à l'ordre du jour.

Washington, après avoir émis des doutes, un certain temps, sur la possibilité d'une coopération avec le co-président russe du groupe de Minsk, a souligné, par la voix de la Secrétaire d'Etat adjointe Karen Donfried, le 20 juin, sa disposition à poursuivre ses efforts pour aboutir, dans le cadre du groupe de Minsk et sans exclure la coopération avec la Russie, à une solution au conflit du Haut-Karabagh. Le co-président américain et le co-président français considèrent que ce conflit reste encore d'actualité, contrairement au président azéri pour lequel l'Azerbaïdjan a résolu la question par la force.

L'Union européenne (UE), pour sa part, y attache de l'importance, eu égard aux perspectives que la sous-région peut offrir dans un contexte de crise énergétique ou d'un projet de zone de transit est-ouest (Chine-Asie centrale-Turquie/Mer noire-Europe) et/ou sud-nord (Inde-golfe persique-Caucase du sud-Mer noire-Europe). Dans ces conditions, la stabilité de la sous-région acquiert une importance primordiale. Ainsi, la crise du Haut-Karabagh doit-elle être réglée, dans un ensemble d'équations régionales (bon voisinage, déblocage des voies de communication ...) en tenant compte des intérêts tant arméniens qu'azéris. La ligne de conduite européenne à l'égard de la Russie dans la sous-région reste pour l'heure prudente et évolutive.

A partir de la fin de l'année dernière, Bruxelles s'est activé sur ces dossiers, en témoignent les réunions tripartites organisées à l'initiative du président du Conseil européen avec l'acquiescement de Washington et sans doute la non-opposition de Moscou (Michel-Pashinyan-Aliev) en décembre 2021 et en mai 2022. Cette année, trois importantes déclarations ont concerné le Haut-Karabagh (celles de Charles Michel, de Toivo Klaar, représentant de l'UE au Sud-Caucase, et du Parlement européen). M. Michel a annoncé, le 22 juin, en substance, que l'UE n'imposait pas à l'Arménie de reconnaître le Haut-Karabagh dans le cadre de l'Azerbaïdjan. Cette mise au point est en nette opposition aux propos des hautes autorités russes (« le Nagorny-Karabakh est l'Azerbaïdjan »).

Approche objective préconisée

Des cercles d'experts et d'analystes sérieux en Arménie (enfin, ils émergent petit à petit) s'emploient à analyser objectivement la situation et à proposer des éléments de réponse aux interrogations sur l'attitude à adopter, banissant ainsi les slogans émotionnels et des effets de manche que certains dirigeants de forces politiques arméniennes utilisent en organisant manifestations sélectives et blocages de rue à Erevan.

>> L'Arménie et la sécurité du Haut-Karabagh. La quasi-totalité de ces experts considère qu'à l'heure actuelle, l'Arménie n'est pas en mesure d'assurer la sécurité du Haut-Karabagh. Elle est reléguée à une position de prestataire de service à la population arménienne du territoire (salaires des fonctionnaires, services hospitaliers et éducatifs, construction de logements ...). Partant de ce postulat qu'ils qualifient de constat objectif, ils estiment que toute surenchère sur le statut du territoire est condamnée d'avance et risque de fournir aux Azéris le prétexte de recourir, de nouveau, à l'usage de la force militaire.

Si cette surenchère, au relent irrédentiste, émane du gouvernement d'Erevan, elle sera très probablement critiquée par la communauté internationale. L'analyste Tigran Grigoryan, de son côté, estime que l'opposition parlementaire, en se saisissant de la problématique du Haut-Karabagh, réduit, ce faisant, la portée nationale de la cause artsakhote, car la communauté internationale la considérera alors comme une thématique limitée au jeu partisan des groupes d'opposition et ne valant pas plus qu'un autre levier pour faire pression sur le gouvernement. Benjamin Poghosyan, un autre expert, recommande de s'abstenir de réclamer, en l'état actuel de la faiblesse de l'Arménie, le retour de Shushi et de Hadrout aux Arméniens.

>> Des positions extrêmes. Malheureusement, on constate qu'outre l'exploitation de la cause artsakhote à des fins artisanes, des prises de position extrêmes continuent de s'exprimer. Thomas de Waal, chercheur britannique et l'auteur de l'ouvrage bien connu de « Black Garden » (NY University Press, 2003), dans un article publié récemment dans la revue *Foreign Affairs*, a plaidé pour une réintégration du Haut-Karabagh à l'Azerbaïdjan, pour bénéficier, écrit-il, des investissements azéris. De tels propos faisant fi des leçons de l'histoire et de l'attitude anti-arménienne constante de Bakou sont préjudiciables. De la même manière, à l'autre extrémité, les déclarations de David Babayan, ministre des Affaires étrangères, répétant urbi et orbi que « l'Artsakh ne sera jamais au sein de la République d'Azerbaïdjan », alors qu'on invoque, ici et là, le référendum sur l'avenir du pays, ce qui inclut forcément parmi les options imaginables, celle de maintien dans le cadre de l'Azerbaïdjan, relèvent de l'imprudence. On peut lutter contre la réinsertion de l'Artsakh dans l'Azerbaïdjan sans le claironner sur la place publique.

>> Maintien ou augmentation de la population. Un autre argument aussi qui fait unanimité chez les analystes concerne le maintien de la population sur place, si ce n'est son augmentation en nombre. L'effort acharné de construction de logement dans les zones sous contrôle arménien milite dans ce sens. Il convient de le

poursuivre. Cependant, la question de sécurité revient sur la table et le maintien d'un contingent de paix se pose avec acuité. Des troupes de maintien du cessez-le-feu, de préférence internationale avec un mandat de l'ONU, ou un contingent mixte avec des forces de paix russes sont susceptibles d'atténuer les tensions en prévenant l'agressivité actuelle des autorités azéries. A la limite, même le contingent russe actuel a son utilité pour empêcher la mainmise azérie sur le réduit artsakhiote qui, si elle a lieu, se traduira par un départ massif des Arméniens. L'ombre de la Nakhjévanisation plane donc.

Dans ce contexte, Hovsep Khurshudyan pense que le report de la question du statut du Haut-Karabagh pourra finalement être bénéfique pour la partie arménienne, si les Russes tiennent à la lettre du document du 9 novembre 2020. Autrement dit, à condition que les Russes ne cèdent pas à la « paroukhisation » (il semble que sur proposition du commandement russe, les forces artsakhiotes et azéries avaient accepté de se retirer à une certaine distance les unes des autres dans la zone de Khramort-Paroukh. Les Arméniens ont obtempéré, mais les Azéris, constatant l'inertie russe, ont occupé les hauteurs de Paroukh en expulsant les villageois et en réquisitionnant leurs biens. Le maire de ce village n'a pu fuir sa maison qu'avec un tee-shirt sur le dos).

L'éventuelle augmentation de la population par retour au bercail ou par déplacement volontaire ne devrait pas constituer un apport important. Tatoul Hagopyan, directeur d'AlikMedia, lors d'un entretien en février dernier, m'a rappelé avec raison qu'« on ne pouvait pas dépeupler les villages d'Arménie pour repeupler le Haut-Kharabagh ».

>> L'injustice et la corruption. Outre ces considérations sécuritaires et matérielles, il ne faut pas oublier non plus la question de justice sociale dont nous avons évoqué à plusieurs reprises dans les Nouvelles d'Arménie Magazine. La persistance de la corruption, dénoncée par le président du parti « Demain Artsakh », Tigran Pétrossiyan, en août 2021 sur FreeNews TV, est un phénomène qui, conjugué avec l'absence de perspective d'avenir, dissuade le Karabaghtsi de rester sur sa terre. Dans ce domaine, la balle est dans le camp des autorités de Stépanakert.

ARMAND NASIR

12.Nouvelles d'Arménie Magazine

5 juillet 2022

[L'exportation du blé et de l'orge de l'Artsakh a été interdite - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

L'exportation du blé et de l'orge de l'Artsakh a été interdite

Conformément à l'article 11, partie 1, clause 4 de la loi « *sur le régime juridique de la loi martiale* », par la résolution N 755-N du gouvernement de la République de l'Artsakh, le blé et l'orge, y compris les semences de blé et d'orge, sont interdits depuis le 1^{er} juillet 2022 à l'exportation depuis le territoire de la République de l'Artsakh.

Selon « *Artsakhpress* », l'information a été rapportée par le Ministère de l'agriculture de la République de l'Artsakh, ajoutant que le contrôle de la mise en œuvre de cette décision a été confié au Ministère de l'intérieur de la République de l'Artsakh et au Comité des recettes publiques de la République de l'Artsakh. Source Artsakhpress.

Krikor Amirzayan

13.Nouvelles d'Arménie Magazine

5 juillet 2022

[Hier, les Azéris a ouvert le feu pendant 10 minutes au village de Khatchik \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Hier, les Azéris a ouvert le feu pendant 10 minutes au village de

Khatchik près d'Aréni, le véhicule du maire a été visé

Hier lundi 4 juillet vers 8h30, l'ennemi azéri depuis les positions au Nakhitchevan a ouvert le feu durant environ 10 minutes en direction du village de Khachik (Khachik) près d'Aréni dans la région de Vayots Dzor, endommageant le véhicule de marque Niva du maire du village. Information diffusée par Taguhi Tovmasyan. La villageoise a également écrit sur sa page facebook "*Selon mes instructions, l'expert de la commission a contacté le maire du village, qui a confirmé l'information et a noté que les habitants sont déjà habitués aux fusillades qui se produisent régulièrement, donc il n'y a pas de panique dans le village. Et le ministère arménien de la Défense, comme prévu, est silencieux, la machine de propagande azérie est active* ».

Et d'ajouter « *il s'agit d'une violation flagrante de la vie et du droit à une vie paisible des résidents de la République d'Arménie, dont nous voyons ces violations presque tous les jours. Demain, j'enverrai des lettres à mes collègues internationaux, dans l'attente d'une réponse appropriée concernant les activités criminelles azéris* ». Ces tirs azéris sur le village de Khatchik sont passés sous silence hier par les médias en Arménie car le ministère arménien de la Défense n'avait fait aucun communiqué sur le sujet. Source News.am

Rappelons que c'est dans ce village de Khatchik que fut tournée en 2016 le film français « *Celui qu'on attendait* » réalisé par Serge Avédikian avec Patrick Chesnais et Arsinée Khandjian.

Krikor Amirzayan

14.Nouvelles d'Arménie Magazine

5 juillet 2022

[Les États-Unis peuvent jouer un rôle important dans la normalisation des \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Les États-Unis peuvent jouer un rôle important dans la normalisation des relations entre Erevan et Bakou affirme Aliev

Le président azéri Ilham Aliev estime que les États-Unis peuvent jouer un rôle important dans la normalisation des relations entre Erevan et Bakou. L'agence russe TASS informe à ce sujet.

"Au moment où les conditions favorables ont été créées pour l'établissement d'une paix stable et du progrès économique dans le Sud-Caucase, nous pensons que les États-Unis peuvent jouer un rôle important dans la régulation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, l'ouverture des communications, et l'établissement de liens entre les peuples » a-t-il déclaré dans un texte dans lequel Aliev félicitait le président américain Joe Biden pour le jour de l'indépendance. Par ailleurs, Nikol Pachinian a également envoyé au président américain une lettre de félicitations.

Le président de l'Azerbaïdjan a également exprimé son opinion que les États-Unis peuvent apporter une contribution significative au processus de préparation d'un traité de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Source Armenpress.

Krikor Amirzayan

15.Nouvelles d'Arménie Magazine

5 juillet 2022

[L'Iran affirme que les « malentendus » avec l'Azerbaïdjan ont été \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

L'Iran affirme que les « malentendus » avec l'Azerbaïdjan ont été dissipés

Selon l'agence de presse officielle turque Anadolu, l'Iran et l'Azerbaïdjan ont déclaré lundi qu'ils étaient sur la bonne voie pour accélérer leurs relations bilatérales après avoir surmonté leurs « malentendus ».

L'annonce a été faite par le ministre iranien des Affaires étrangères Hossein Amir-Abdollahian lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue azerbaïdjanais Jeyhun Bayramov à Téhéran.

Le haut diplomate iranien a déclaré que les présidents de l'Iran et de l'Azerbaïdjan s'étaient rencontrés à deux reprises au cours des dix derniers mois, plus récemment en marge du sommet des États riverains de la mer Caspienne au Turkménistan, qualifiant les discussions entre eux de « constructives » et « tournées vers l'avenir ».

Lors de la réunion de lundi, M. Amir-Abdollahian a indiqué que la question de l'intégrité territoriale des pays, dont l'Azerbaïdjan, a été soulignée.

Il a déclaré que Téhéran réitère son soutien au « règlement pacifique » du conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie concernant la région du Karabakh, sur la base des « principes du droit international. »

1. Amir-Abdollahian a réaffirmé que l'Iran était prêt à contribuer à la résolution du conflit entre les deux États voisins par le biais d'un dialogue « fondé sur le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des deux parties ».

Le ministre iranien a également soutenu les formats régionaux, déclarant qu'il avait accepté, lors d'une récente visite à Ankara, qu'une réunion tripartite entre l'Iran, la Turquie et l'Azerbaïdjan au niveau des ministres des affaires étrangères se tienne à Téhéran, en plus d'une réunion d'experts au format 3+3.

Les dates des deux sommets, ainsi que la visite prévue du président azerbaïdjanais Ilham Aliyev à Téhéran, devraient être décidées pendant le séjour de M. Bayramov à Téhéran.

Selon M. Amir-Abdollahian, les deux parties ont également discuté des liens économiques bilatéraux, décrivant l'énergie et le transit comme

« deux domaines clés de la coopération » entre Téhéran et Bakou, et annonçant que le ministre iranien du pétrole se rendra à Bakou cette semaine.

La question de la pollution des rivières dans les provinces du nord-est de l'Iran qui bordent l'Azerbaïdjan a également figuré dans leurs discussions, les deux parties s'engageant à résoudre le problème au niveau des experts.

Dans ses remarques, M. Bayramov a déclaré que les relations entre les deux parties étaient fondées sur des « points communs culturels », soulignant que les réunions entre M. Aliyev et le président iranien Ebrahim Raisi ont ouvert la voie à l'expansion des liens entre Téhéran et Bakou.

Il a ajouté que les deux parties ont discuté de l'élargissement de la coopération économique, soulignant l'importance du corridor Nord-Sud ainsi que du corridor Golfe Persique-Mer Noire.

Le haut diplomate azerbaïdjanais a déclaré que son pays souhaitait une normalisation des relations avec l'Arménie et avait pris des mesures dans ce sens en soumettant un plan de paix en cinq points ainsi que des propositions de transit entre les deux pays.

M. Bayramov a déclaré que la reconstruction des « terres libérées » au Karabakh était la « priorité absolue » de Bakou, annonçant que des entreprises iraniennes allaient entreprendre les travaux de reconstruction d'un hôpital et d'une école dans la région.

Il a également déclaré que son gouvernement soutient la position de l'Iran sur les formats régionaux, y compris le format 3+3.

16.Le courrier d'Erevan

1 juillet 2022

["Ma thèse en 180 secondes", deuxième édition Olivier Merlet \(courrier.am\)](#)

"Ma thèse en 180 secondes", deuxième édition

La finale nationale de la deuxième édition du concours international des doctorants francophones "Ma thèse en 180 secondes" s'est déroulée le 30 juin à l'université Valery Brusov d'Erevan.

Par Lusine Abgaryan

Créée et organisée par l'Agence universitaire de la Francophonie à l'intention des doctorants, cette compétition consiste pour les jeunes chercheurs à présenter en trois minutes, en termes simples et accessibles et devant un public divers leur thèse de recherche. Cette deuxième édition réunissait huit doctorants, chacun à une étape différente dans l'avancement de leur thèse, qui avaient pris le courage de présenter dans un langage vulgarisé la problématique scientifique de leurs sujets.

Les doctorants des universités d'État, d'Architecture de Brusov, et l'université Européenne d'Arménie, ont présenté des sujets très variés et d'un grand intérêt, de la littérature à la science politique, de la linguistique à l'architecture et de la gestion de l'activité scientifique et éducative à la traductologie. Bien que le français ne soit pas la deuxième langue étrangère pour la plupart des doctorants, des efforts considérables ont été appliqués pour la prise de parole en public dans la langue de Molière. Les membres du jury, représentant les organismes partenaires du concours, dont le Courrier d'Erevan, étaient amenés à évaluer non pas tant la connaissance de la langue, mais la faculté des doctorants à présenter de la manière la plus claire et concise les objectifs de leur travail doctoral.

La gagnante du concours, Mariam Makaryan de l'université Valery Brusov se projette dans la gestion de la culture éducative et scientifique en Arménie. Les grandes lacunes qu'elle a observées dans ce domaine durant son expérience de travail dans le milieu académique l'ont incitée à consacrer son étude aux comportements professionnels et aux compétences transversales qui feront évoluer et amélioreront les relations interprofessionnelles dans le milieu universitaire.

Pour la gagnante du deuxième prix, Mariam Hakobyan, doctorante en

traductologie, c'était une grande expérience que de se présenter devant un public avant l'épreuve de la soutenance de thèse. Pour cette future spécialiste des traductions de la poésie de Baudelaire, l'intérêt de son sujet réside dans son actualité : *« J'ai choisi le sujet de ma thèse en traductologie car elle se réfère à la communication, lien primordial entre langue et culture »*.

Le prix du public a été remporté par Vahe Poghosyan, jeune diplomate au sein du gouvernement arménien qui a focalisé sa recherche sur un sujet politique. Bien que le français ne soit pour lui que sa troisième langue étrangère, il a suivi une année de licence à Sciences-Po Aix-en-Provence. Il travaille actuellement sur le sujet de la formation des partis politiques en Arménie. *« Je n'ai pas eu beaucoup de temps pour me préparer »,* avoue-t-il, *« mais le format du concours est très intéressant et le français comme langue étrangère est indispensable pour mon métier »*. Le politologue de reprendre : *« Mon travail aborde le processus de construction du leadership politique en Arménie depuis l'indépendance jusqu'à nos jours. En Arménie, les notions de parti et du leader qui le représente sont bien souvent confondues. Comme le disait Garegin Nzhdeh, lorsque les gens adhèrent à un parti politique, il devient leur propre État, mais le dirigeant de cet État n'est qu'une seule personne. J'étudie ce phénomène et les résultats sont éloquentes. Je reviendrai au concours l'année prochaine pour mieux les présenter »*. Vahe voit également dans cette épreuve un moyen supplémentaire pour les jeunes chercheurs d'élargir leur réseau et de faire connaître leur travail.

La responsable de l'AUF en Arménie, Rouzanna Ghaltaghtchyan, n'a pas manqué, elle, de parler de l'intérêt des doctorants pour ce format : *« Après la réussite de la première édition et vu l'intérêt que les jeunes chercheurs francophones lui manifeste, nous avons décidé d'organiser une deuxième édition. La finaliste du concours aura l'opportunité de se présenter à l'épreuve régionale d'Europe Centrale et Orientale et si elle réussit, elle partira à Montréal pour la finale internationale »*.

Le Courrier d'Erevan est partenaire officiel du concours international "Ma thèse en 180 secondes". Lusiné Abgarian, notre journaliste qui a écrit cet article, a été sa première gagnante.

Chers lecteurs,

Il nous reste encore quelques places pour la deuxième session de la campagne à Bekh en Arménie à partir du 15 août.

Pour plus d'informations, contactez nous au 01 48 97 42 58.

Pré-inscription: contact@otc-france.org

Terre et Culture • Land and Culture



ԵՐԿԻՐ ԵՒ ՄՇԱԿՈՅԹ

ORGANISATION TERRE ET CULTURE RECRUTE DES VOLONTAIRES POUR SES

CAMPAGNES 2022



MEGHRI

CAMPAGNE RESTAURATION ÉGLISE SAINT-JEAN SIUNIK, ARMÉNIE

Programme

Participation aux travaux de terrassement et de reconstruction des murs

Dates

1-27 août

Possibilités de participation de 2 semaines ou plus

Tarif:

350 € pour 2 semaines

500 € pour 1 mois



BEKH

CAMPAGNE CONSERVATION MONASTÈRE DE DANTZAPARAKH

SIUNIK, ARMÉNIE

Programme

Participation aux travaux de consolidation du monument et de fouilles archéologiques

Dates

Deuxième session : à partir de 15 août.

Participation de 1 ou 2 semaines

Tarif:

350 € pour 2 semaines



STEPANAVAN

CAMPAGNE ENFANCE LORI, ARMÉNIE

Programme

Animation d'un centre aéré pour les enfants de Stépanavan

Dates

6 au 20 août 2022

Tarif: 300 €

Le billet d'avion n'est pas inclus dans le tarif.

Pré-inscription : Campagnes à Meghri et à Bekh: contact@otc-france.org

Renseignements: 01 48 97 42 58 lundi, mardi, jeudi et vendredi 10H-16H



<https://www.facebook.com/terreetculture>, Organisation Terre et Culture www.terreetculture.org

